

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 05/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRANULATS VICAT

1300 route d'Aiguille
26500 BOURG LES VALENCE

Références : 20221229-RAP-DACA1060
Code AIOT : 0006100635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté lieu-dit « Les Ramières » 26270 LOROL SUR DROME. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- Les Ramières 26270 LOROL SUR DROME
- Code AIOT : 0006100635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société Granulats VICAT est autorisée par l'arrêté préfectoral n°26-2016-11-30-003 du 30 novembre 2016 pour l'exploitation d'une carrière de sables et graviers en eau sur la commune de Loriol-sur-Drôme aux lieux-dits « Les Ramières Est » et « Les Ramières Ouest ».

La production maximale autorisée est de 227 500 tonnes par an sur une surface de 21,76 ha et une durée de 20 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modification des conditions d'exploitation de la carrière
- suivi des eaux souterraines
- plan topographique
- plan de gestion des déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suite sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
1	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.10	Lettre de suite	3 mois
2	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 10.4	Lettre de suite	3 mois
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Modification	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 16	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 15	Sans objet
5	Plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article Annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre du projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, l'exploitant devra déposer un porter à connaissance auprès de la préfecture de la Drôme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 7.10
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressé à la DREAL Uid Drôme-Ardèche.
Constats : Le dernier plan topographique transmis par l'exploitant à l'inspection est du 30 novembre 2021.
Observations : Transmettre à l'inspection le dernier plan topographique de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux des piézomètres
Prescription contrôlée : Un contrôle semestriel des eaux souterraines sera réalisé sur les 4 piézomètres et sur le plan d'eau.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les analyses semestrielles des eaux des piézomètres et du plan d'eau de l'année 2021 (prélèvement des 16 mars et 13 octobre 2021).
Observations : Transmettre les analyses des eaux des piézomètres et du plan d'eau de l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a un projet de demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière. Cette modification consiste notamment à une modification du profil des berges du plan d'eau qui nécessitera un apport de matériaux inertes d'origine extérieure au site. Cette demande nécessitera de réaliser un porter à connaissance auprès de la préfecture de la Drôme qui devra notamment comprendre : un plan de la remise en état finale du plan d'eau, le fait qu'il n'y a pas de modification des prescriptions de l'arrêté dérogation espèce protégée, le gain de cet aménagement vis-à-vis de la biodiversité, les modalités de suivi et de contrôle des matériaux et déchets inertes entrant en remblaiement, la mise à jour du plan de phasage et des garanties financières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Montant et actualisation des garanties financières.
Constats : Les garanties financières sont valables jusqu'au 30 novembre 2026 mais devront être recalculées et éventuellement mises à jour dans le cadre de la modification des conditions d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Actualisation du plan de phasage.
Constats : Le plan de phasage devra être modifié dans le cadre de la modification des conditions d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans par l'exploitant.
Constats : Les modalités de gestion des déchets d'extraction ont été présentées dans le dossier de demande d'autorisation de 2016. Une mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction doit être faite (mise à jour tous les 5 ans).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois